



# *Editorial*

UNITÉ D'ANALYSE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ DES ENTREPRISES

## ANALYSE DU COURANT SITUATION

### **GLOBALE**

La fermeture de Shanghai et  
ses conséquences  
économiques mondiales

### **RÉGIONALE**

Crise politique péruvienne

### **LOCALE**

'Grève armée' du Clan del  
Golfo

# GLOBALE

## La fermeture de Shanghai et ses conséquences économiques mondiales

Pendant plus d'un mois, la ville de Shanghai a été soumise à des mesures de quarantaine strictes suite à une épidémie de cas de COVID-19 (dont la plupart appartient à la variante omicron), appelées "politiques zéro-Covid". Pendant plusieurs semaines, le gouvernement chinois a suspendu tout type de circulation ou de mobilité dans une ville de 26 millions d'habitants. Récemment, les employés du port ont été obligés de vivre temporairement sur leur lieu de travail, jusqu'à l'ouverture complète de la ville. Un employé a mentionné que "non seulement les usines ont fermé, mais le système de réglementation du pays régissant les déplacements entre les villes et les villes rend le ramassage et la livraison des marchandises presque impossibles". (*Financial Times*)

Bien que le gouvernement ait précisé que ces mesures seront bientôt suspendues, leur grand impact sur la chaîne d'approvisionnement mondiale a déjà été enregistré, car c'est aussi le plus grand centre économique d'Asie et le port le plus achalandé du monde. La reprise des niveaux de trafic portuaire mondial devrait prendre «au moins plusieurs mois» (*Financial Times*)

Ces perturbations de la chaîne d'approvisionnement du nœud commercial de Shanghai aggravent actuellement les effets économiques de l'invasion russe de l'Ukraine, en particulier le phénomène d'inflation mondiale en cours. Alors que d'une part la Russie a été accusée de générer une crise d'approvisionnement alimentaire et énergétique en Europe, la Chine est également perçue comme ayant pris des décisions qui exacerbent le phénomène d'inflation mondiale.

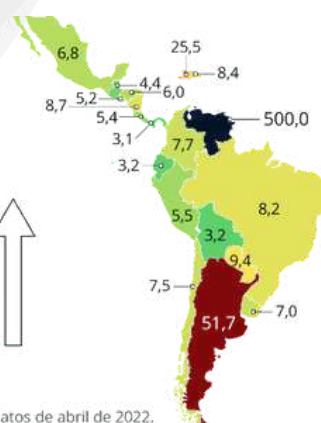
*La reprise des niveaux de trafic portuaire mondial devrait prendre «au moins plusieurs mois»*



Navires stationnés à l'extérieur du port de Shanghai.  
Source : Marinetraffic.com

Au niveau national, le taux d'inflation a atteint les chiffres les plus élevés en 21 ans, au milieu des décisions du Banco de la República de continuer à augmenter les coûts des prêts pour freiner la hausse des prix. Cependant, la Colombie s'est positionnée parmi les économies les plus performantes pendant la crise mondiale de l'inflation et de la chaîne d'approvisionnement, avec les chiffres de projection les plus élevés au niveau de l'Amérique latine. (DANE)

TL'imposition de droits de douane sur les engrais (un produit dont le coût a déjà été augmenté par la guerre en Ukraine) et des produits tels que le porc a gonflé les prix des denrées alimentaires à l'échelle internationale, la Chine étant un acteur clé de leur exportation. (CNBC) Des droits de douane qualifiés de «inutiles» ont également été imposés sur l'acier, ce qui a fait augmenter régulièrement le prix du métal (ci-dessus). Les effets cumulatifs ont été si prononcés au point que une prochaine récession est annoncée aux États-Unis ; la première perturbation d'un marché haussier depuis la crise financière mondiale de 2008. (Bloomberg)



Promedio anual. Datos de abril de 2022.  
Fuente: FMI



statista

## L'inflation ne s'arrête pas

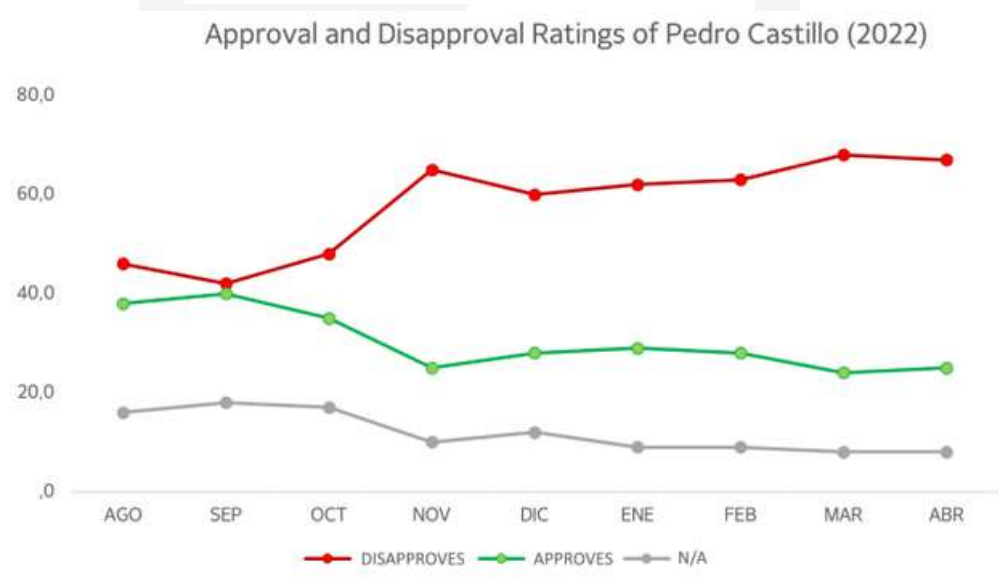
Taux d'inflation 2022 pour l'Amérique latine



# RÉGIONALE

## Crise politique péruvienne

Le Pérou est actuellement confronté à une profonde crise d'instabilité politique en raison de la désapprobation généralisée du président Pedro Castillo. Sans avoir accompli un an de gouvernement, 63% des Péruviens - soit près des deux tiers de la population - considèrent que Castillo devrait démissionner, et 73% n'approuvent pas son mandat, selon les sondages Ipsos (Bloomberg). Il y a diverses raisons à la chute spectaculaire de ses cotes d'approbation, des scandales de corruption, des irrégularités, des critiques de sa politique économique et de sa gestion du COVID-19. Ces événements se sont matérialisés par des vagues de protestations (qui ont fait plusieurs morts et blessés), insécurité et instabilité.



Le premier facteur causal d'impopularité a été la réorganisation rapide de son cabinet gouvernemental. Quelques mois après le début de son mandat, la plupart de ses ministres avaient été remplacés en raison de problèmes de popularité et de scandales de corruption. Sans avoir accompli un an de mandat, il a fait l'objet de plusieurs votes de confiance et de motions de censure à quelques voix d'être désapprouvés, comme cela s'est produit en octobre et novembre 2021. Son secrétaire de gouvernement a également été pris au piège de scandales de corruption impliquant des promotions irrégulières dans l'Armée et la Police.





*63% des Péruviens - soit près des deux tiers de la population - considèrent que Castillo devrait démissionner*

Par la suite, en l'absence d'un ministre de l'Économie et des Finances, le sol péruvien a atteint la barrière des 4 soles pour un dollar, car son absence a généré une incertitude dans la gestion efficace de la Banque centrale de réserve du Pérou. Ajouté à cela, les conséquences financières de la pandémie de COVID-19 et le phénomène d'inflation ont gravement affaibli l'économie péruvienne, qui a également été un motif de contestation sociale. Pour lever des fonds, Castillo a mis en place des taxes supplémentaires sur la nourriture et l'essence, mais a été rapidement contraint de les suspendre après une série de manifestations organisées par des étudiants, des syndicats de camionneurs et des syndicats. La plupart de ces manifestations ont eu lieu sur la route panaméricaine, paralysant la circulation et le commerce dans le pays. (BBC)

À l'heure actuelle, le Pérou est considéré comme l'un des pays d'Amérique latine avec le plus de perspectives de changement de régime et les taux d'instabilité politique les plus élevés, où il existe une forte probabilité d'une fin pacifique et légale (via la destitution ou la démission) ou violente (via un coup d'État ou un coup d'État militaire) du gouvernement de Pedro Castillo. Dans un scénario de retrait pacifique et selon tous les paramètres juridiques, la vice-présidence et la deuxième vice-présidence devraient prendre leurs fonctions, mais cela s'avère être un scénario problématique, car la démission de la vice-présidente Dina Boluarte serait probablement publiée en même temps que celle de Castillo. De plus, la deuxième vice-présidence étant actuellement vacante, l'absence des deux dirigeants plongerait le Pérou dans une profonde crise politique, en l'absence de président. Bien que le vote de défiance exprimé en août 2021 pour destituer Castillo de la présidence ait échoué avec 73 contre et 50 pour, il est possible qu'une nouvelle journée de vote reprenne au Congrès péruvien, ouvrant la possibilité d'une aggravation de la crise politique en le pays.

# LOCALE

## 'Grève armée' du Clan del Golfo

Mercredi dernier, le 4 mai 2022, une «grève armée» a été proclamée par le groupe armé organisé (GAO) Clan del Golfo, également connu sous le nom de Forces d'autodéfense Gaitanista de Colombie (AGC) jusqu'au dimanche 8 mai, couvrant l'ensemble de Région Caraïbe du pays, pour un total de 11 départements touchés et 141 communes.

Bien qu'il y ait eu des variations d'affectation dans chaque département, Chocó et La Guajira ont signalé 100 % des municipalités touchées (JEP), tandis que d'autres comme Atlántico et Santander ont eu un impact moindre. Les pourcentages touchés dans chaque département sont liés non seulement au degré de présence et à l'intensité des activités du groupe armé dans une région donnée, mais aussi à sa capacité à s'imposer comme une autorité locale, en opposition aux autorités gouvernementales.

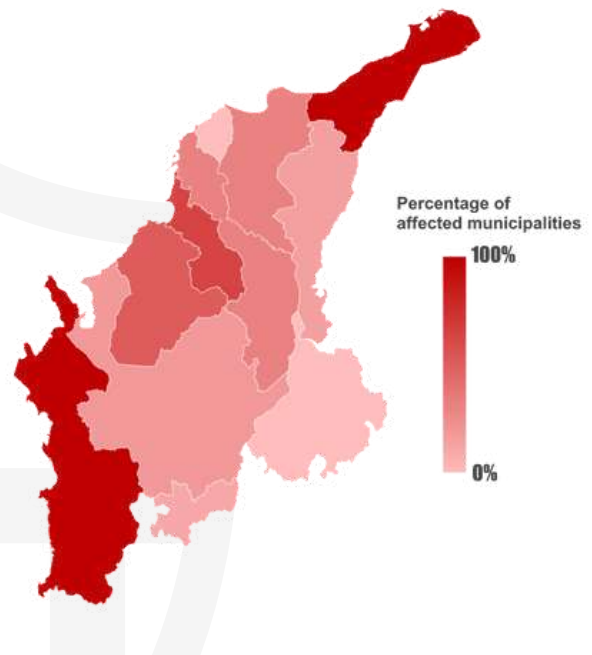
Pour cette raison, les départements où le gouvernement et les forces armées sont le moins présents, tels que Chocó et La Guajira, sont également ceux où le plus grand impact a été signalé, par rapport à des régions telles que Bajo Cauca et Antioquia (où la majeure partie de son activité est concentrée, mais qui ont une plus grande présence de l'État et des forces armées).

Tout au long de la «grève armée», toute activité de circulation et de commerce a été interdite, à l'exception des «situations d'urgence qui justifient des hospitalisations, des renvois ou des funérailles» dans les zones où le Clan del Golfo est présent. Au cours des quatre jours, les événements se sont matérialisés par plusieurs crimes de grande portée, notamment 187 véhicules incendiés, 24 assassinats sélectifs, 15 menaces d'assassinat et 35 postes de contrôle illégaux, entre autres. (Ministère de la Défense)

*Tout au long de la «grève armée», toute activité de circulation et de commerce a été interdite, à l'exception des «situations d'urgence»*



En termes économiques, il a été calculé 82 380 millions de pesos de pertes dues aux blocages des routes et aux affectations aux transporteurs de fret, sans compter les pertes totales dues à la paralysie du commerce dans des villes comme Montería ou Sincelejo, qui étaient sans doute supérieures à ce chiffre. Cependant, la Force publique a finalement réussi à rétablir le commerce dans les zones urbaines, mais au 9 mai, il y avait encore 93 municipalités dont l'ouverture au commerce avait été au maximum de 25 %. (Police nationale) Cela signifie que, malgré la réaction de la Force publique, le « Clan du Golfe » a réussi à paralyser le trafic et le commerce dans des dizaines de municipalités pendant quatre jours avec un certain succès, par la menace et la violence.



D'autre part, au-delà de l'examen de la réaction de la Force publique et du gouvernement en charge de la « Grève armée », il faut analyser les événements d'un point de vue électoral. Les sondages pour les prochaines élections présidentielles du 29 mai ont positionné les candidats Federico Gutiérrez et Gustavo Petro comme les finalistes les plus probables pour un second tour, les plaçant au centre de l'attention pour leur déclaration sur la "grève armée" du Clan del Golfo. Le candidat Federico Gutiérrez s'est exprimé face aux événements, suggérant que pour des situations comme l'extradition d'Otoniel, il réaliserait une « commission vérité, justice et réparation pour les victimes » sous sa présidence, et à la tout en réitérant la nécessité de mettre en place des politiques de sécurité « fortes ». (Caracol Radio) En revanche, le candidat Gustavo Petro a assuré qu'il ouvrirait "des dialogues sociaux avec tous les secteurs armés" (El Tiempo) et que « les gangs peuvent entrer dans des processus de soumission collective à la justice », en référence au Clan del Golfo et à ses sous-structures. Cela suggère que les candidats chercheront à aborder les situations de sécurité critiques dans le pays, telles que la « grève armée », de manière opposée. Gutiérrez propose des politiques de sécurité et de force contre les groupes armés organisés, tandis que Petro ouvre la possibilité de dialogue et de soumission à la justice.

# CONCLUSION:



1. L'impact économique mondial de la fermeture de Shanghai et les mesures de quarantaine strictes imposées par le gouvernement chinois ont été enregistrés. D'autres mesures telles que les droits de douane sur l'acier, les engrais et les produits alimentaires ont aggravé le phénomène mondial de l'inflation. Cela a été si prononcé au premier semestre 2022 qu'un risque élevé d'une récession à venir aux États-Unis a été prévu. D'autre part, la Colombie se positionne parmi les économies les plus performantes d'Amérique latine malgré des désavantages économiques externes, tels que la crise de l'approvisionnement, le COVID-19 et le phénomène d'inflation mondiale.

2. Le Pérou est confronté à une crise de leadership politique en raison de l'impopularité généralisée du président Pedro Castillo, avec seulement 15 % environ des Péruviens approuvant son mandat. Le président et ses ministres ont fait l'objet de plusieurs votes de confiance et de motions de censure, car on prétend que la destitution du président aurait de pires conséquences à long terme, puisque la vice-présidente Dina Boluarte démissionnerait probablement également. Cependant, il existe toujours un risque élevé de changement de régime, que ce soit par des moyens pacifiques ou violents au Pérou.

3. Lors de la « grève armée » menée entre le 4 et le 8 mai 2022, le « Clan del Golfo » a démontré sa capacité à paralyser le commerce et le transit dans la région des Caraïbes (où il maintient la grande majorité de son territoire), en comme représentant une menace militaire et politique importante pour la Force publique. Bien que plusieurs opérations de contrôle aient été menées dans tous les départements touchés, il y a eu plusieurs communes où un rétablissement efficace et rapide de la sécurité n'a pas été effectué. Les candidats Gustavo Petro et Federico Gutiérrez se sont prononcés face aux faits, proposant respectivement des dialogues avec tous les acteurs armés et des politiques de sécurité énergiques.

*Noter. Le travail d'enquête et d'analyse consigné dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia.*

*3+Security Colombia Ltda., se réserve le droit d'interprétation pouvant survenir par le lecteur dans l'exercice d'examiner et visualisation des informations présentées.*